

[Text]

Therefore, I don't like to see rules introduced that discourage talented, vigorous people from entering politics. If I may use my own example in relation to the attitude of big business toward politics in this country, how many vice-presidents of big corporations ever stand for office? Mike Wilson and I are the only two I can think of. There are people who own small businesses, but I'm talking about big corporations. And why? Because the big corporations look down on politics. They don't want to get mixed up in politics. They just want to support interest groups, and so on.

As it turned out, it didn't do me any harm. I left a position as the vice-president of a big corporation and went into Parliament. The fact that I was not granted leave of absence didn't really matter to me. I didn't care about it one way or the other, but it was significant. There was a feeling among the directors of that corporation for which I worked that it wouldn't do to have the vice-president standing for office against the Minister of Finance, as I did in 1962.

Somehow we have to bolster the reputations of Members of Parliament, and one way of doing it is to say that we want representative Canadians to stand for office in Parliament. We don't want to have a professional group who make their living out of politics. We want to have in Parliament people who are there to represent their constituents and to play their role, whatever party they happen to be in.

**Mr. Nunziata:** I wanted to ask about spouses. I understand your task force recommended that spouses be excluded from legislation. Do you still feel that way? Should today's spouses be included in any conflict of interest legislation?

**Mr. Sharp:** Let me go back to the discussion I was having with Mr. Rodriguez. If it is a question of trying to separate the private interests of public office holders from their public responsibilities, the question is moot.

• 1130

We have the conflict between the rights of women and the political interests of their husbands, or vice versa. It's a very difficult question. I think we came finally to believe that we should support the women and their independent status in our modern society. I am pretty sure that when Parliament came to deal with the legislation and that question arose, that's the way Parliament would decide. Nowadays you don't think of women just as being the wives of politicians, you think of them as being independent people who have their own lives to lead, whether it's in business or in the home, whatever it is.

**The Joint Chairman (Mr. Blenkarn):** It's not just women any more. We have women Members of Parliament whose husbands have business activities.

**Mr. Sharp:** That's right. I should have said spouses. It's a very tough one. We came down finally, as I say, in favour of the women and I think that's the way Parliament would come down.

[Translation]

Je ne voudrais donc pas que nous adoptions des règles dissuadant des personnes talentueuses et dynamiques de se lancer dans la politique. Si vous me permettez d'utiliser mon propre cas, puisque je connais bien les relations qui existent entre les grandes entreprises et le monde politique, permettez-moi de vous demander combien de vice-présidents de grandes entreprises ont jamais présenté leur candidature à la Chambre des communes? Les deux seuls que je connaisse sont Mike Wilson et moi-même. Je ne parle pas ici des petits entrepreneurs, je parle des employés de grandes entreprises. Et pourquoi cela? Parce que les grandes entreprises méprisent la politique. Elles ne veulent tout simplement pas y être associées. Elles préfèrent appuyer des groupes d'intérêt.

Il se trouve que mes antécédents dans le secteur privé ne m'ont causé aucun tort dans la vie publique. Lorsque je suis devenu député, j'ai quitté un poste de vice-président dans une grande entreprise. Le fait que l'on ne m'ait pas accordé de congé pour ce faire ne m'inquiétait pas vraiment, mais c'est quand même un fait révélateur. Les administrateurs de l'entreprise pour laquelle je travaillais avaient le sentiment qu'il ne serait pas du tout approprié que leur vice-président se présente aux élections contre le ministre des Finances, comme je l'ai fait en 1962.

Il me semble important d'essayer de rehausser la réputation des députés, et nous pourrions sans doute y parvenir en faisant bien comprendre à tous les Canadiens et Canadiennes qu'ils peuvent légitimement aspirer à des fonctions électives. Nous devons absolument nous garder d'envoyer au Parlement des professionnels de la politique. Il nous faut au Parlement des gens qui sont là pour représenter leurs concitoyens, quel que soit leur parti.

**M. Nunziata:** Je crois comprendre que votre groupe de travail a recommandé que la loi ne s'applique pas aux conjoints. Êtes-vous toujours de cet avis? Croyez-vous que les conjoints devraient être assujettis à la législation sur les conflits d'intérêts?

**M. Sharp:** Revenons à ce que je disais à M. Rodriguez. Si notre objectif est de séparer les intérêts publics des intérêts privés de ceux qui occupent des charges publiques, la question n'a aucune importance.

Cela dit, il y a toujours le conflit entre les droits des femmes et les intérêts politiques de leur mari et vice-versa. C'est une question très difficile. Après mûre réflexion, nous avons conclu qu'il importait d'appuyer fermement l'indépendance des femmes dans la société contemporaine, et je suis sûr que vous parviendriez à la même conclusion si la question se posait au Parlement à l'occasion de l'étude du projet de loi. Aujourd'hui, les femmes ne sont plus seulement les épouses des politiciens, ce sont des personnes indépendantes qui mènent leur propre vie, que ce soit à la maison, dans une entreprise ou ailleurs.

**Le coprésident (M. Blenkarn):** Ce ne sont plus seulement des femmes, aujourd'hui. Nous avons maintenant des femmes députées dont les maris exercent des activités commerciales.

**M. Sharp:** Parfaitement. Je n'aurais pas dû parler de femmes mais de conjoints. Quoi qu'il en soit, nous avons finalement décidé de prendre position en faveur des femmes, et je crois que le Parlement ferait de même.